

# L'économie géorgienne

*Menaces au présent,  
poids du passé, incertitudes  
pour l'avenir*

Eveline Baumann\*

\* Chercheuse à IRD,  
UMR 201  
« Développement et Sociétés »

**L**undi 8 septembre 2008 : un mois après le début des hostilités avec leur puissant voisin du nord, les Géorgiens retiennent leur souffle. Des émissaires de l'Union européenne se rendent à Moscou, réunis autour de Nicolas Sarkozy, président en exercice. Objet de cette mission : rencontrer les autorités russes et négocier le retrait de leurs troupes du territoire géorgien. Les membres de l'UE ont voté unanimement le soutien à ce petit pays de 4,5 millions d'habitants situé aux portes de l'Union. Une unanimité qui n'était pas acquise d'avance, tant les trajectoires des Vingt-sept sont diverses, tant leurs expériences respectives et leurs intérêts immédiats les font pencher tantôt vers la prudence, tantôt vers l'esprit de revanche envers Moscou.

Les Géorgiens, eux, se rendent une fois de plus à l'évidence : leur pays ressemble désormais davantage à un « territoire » qu'à un État indépendant. Les décisions se prennent à l'étranger, à Moscou, Washington, Bruxelles, Genève. C'est au bord du Lac Léman qu'aura lieu la prochaine rencontre, mi-octobre. Encore une fois, les Géorgiens vont retenir leur souffle... En attendant, ils vaquent à leurs occupations, certains presque comme si de rien n'était, d'autres plus inquiets par l'horizon temporel qui s'est rétréci pour eux. Parmi eux, les déplacés du conflit récent – 25 000 environ, d'après certaines estimations – qui seront obligés de passer l'hiver dans des camps et autres logements de fortune. Comment, dans ce contexte, nourrir des projets à long terme, avoir confiance en l'avenir, investir et s'investir dans des activités économiques renvoyant, elles, au long terme ? Et les décideurs géorgiens, de plus en plus critiqués par certains membres de la communauté internationale pour leur attitude cavalière dans cette guerre, mais aussi parce qu'ils interprètent « à leur façon » les principes démocratiques (OSCE, 2008), comment pourront-ils de nouveau paraître crédibles lorsqu'ils vont s'appliquer, encore plus que



par le passé, à attirer des capitaux étrangers, à convaincre des avantages comparatifs de leur pays les entrepreneurs venant, entre autres, de l'Union européenne<sup>1</sup> ?

### LES NOMBREUX ATOUTS DE L'ÉCONOMIE GÉORGIENNE

Les atouts économiques de la Géorgie sont pourtant nombreux (Ismailov et Papava, 2006 ; Samson, 2008). Le pays bénéficie tout d'abord d'une situation géographique exceptionnelle. Située le long du chemin le plus rapide reliant l'Asie centrale et l'Europe et pourvue d'un accès à la mer Noire, la Géorgie est désormais voisine de l'Union européenne (Baumann et Volpe, 2007). C'est aussi par la Géorgie que passe, via l'Arménie, le chemin de la Russie vers l'Iran et les mers chaudes du Golfe persique. La Géorgie, un pays de transit par excellence – pour les hydrocarbures, bien sûr, mais pas seulement –, ce qui donne, par ailleurs, la mesure de sa position géo-stratégique. Elle dispose, de plus, de ressources naturelles et de terres fertiles et bénéficie d'un climat propice à de nombreuses cultures – l'on pense notamment aux noix ainsi qu'aux raisins pour la vinification – qui faisaient sa réputation du temps de l'Union soviétique. En outre, avec ses sites naturels, le pays a aussi des potentialités considérables dans le domaine touristique. Par ailleurs, la main-d'œuvre disponible est nombreuse, relativement bien formée, et son coût se rapproche de celui des travailleurs chinois, avec un salaire mensuel moyen inférieur à 150 \$<sup>2</sup>. Enfin, un grand nombre de Géorgiens sont installés à l'étranger, en Russie notamment ; et même si cette diaspora n'atteint pas l'ampleur de celle de l'Arménie voisine, les transferts d'argent représentent une contribution non négligeable à l'amélioration du niveau de vie de ceux qui sont restés : 15 % des revenus des ménages correspondent aux transferts venant de l'étranger<sup>3</sup>.

Des atouts non négligeables donc, mais qui ne sont pas suffisamment mis en valeur. Cette situation est largement due au poids du passé récent, un poids pesant sur les institutions et les structures de production, et ceci en dépit des réformes en

1. Les informations qui suivent s'appuient sur des travaux de terrain menés en Géorgie depuis 2006. Je tiens à remercier pour leur appui logistique, financier et intellectuel : la Fondation Jean-Jaurès, le *Centre for Social Studies* (Tbilissi), l'*International Centre for Caucasian Studies* (Tbilissi). Un grand merci aussi à Evelynne Volpe pour ses remarques constructives. Je reste cependant seule responsable des imperfections de ce texte.

2. En 2007, 1 \$ = 1,67 Lari. Source : GEPLAC (2008, p. 39) [<http://www.geplac.org/eng/>].

3. Soit 10 % du PIB en 2006, contre 24 % en 2000, diminution essentiellement due à la croissance économique (Kakulia 2007, p. 53). L'estimation du nombre d'émigrés pose beaucoup de problèmes méthodologiques, car souvent, ils ont acquis la citoyenneté russe. Selon Tokmashvili et Archvadze (2007, p. 51), 1,2 million de Géorgiens résident à l'étranger.



profondeur entamées dès l'ère Chevardnadze et poursuivies avec détermination par Mikheil Saakachvili, arrivé au pouvoir en 2004, après la « Révolution des roses ».

### L'ÉPOQUE POST-INDÉPENDANCE : LE DÉCLIN D'UN PAYS PROSPÈRE

Avant son indépendance, en 1991, la Géorgie comptait parmi les pays les plus prospères de l'Union soviétique. Elle était l'un des premiers fournisseurs en vin, en thé, en agrumes, etc., avait sa place dans l'industrie lourde de l'URSS, était appréciée par Moscou qui y installa un grand nombre de centres de recherches. L'articulation entre ces différents secteurs représentait une force incontestable. De plus, la Géorgie disposait d'un enseignement supérieur de haut niveau, d'une production artistique prestigieuse, de lieux de villégiature pour la nomenklatura soviétique. Ses habitants jouissaient d'un niveau de vie relativement élevé, enviable et envié.

Comme ailleurs dans l'espace post-soviétique, la fin de l'URSS sonna le glas de la coopération sous-régionale, se traduisit par le démantèlement des infrastructures de transport et fit apparaître au grand jour les faiblesses structurelles de l'économie géorgienne, peu adaptée à l'économie de marché qui allait s'imposer progressivement. Alors que le pays avait perdu ses fournisseurs à bas coût et ses marchés d'exportation quasiment illimités, les biens traditionnellement exportés n'étaient pas compétitifs sur les nouveaux marchés qu'il s'agissait de conquérir. D'où des surcapacités de l'appareil de production industrielle, incompatibles avec un système économique basé sur la concurrence. La libéralisation des prix de l'énergie allait déclencher un choc des termes de l'échange. De plus, des conflits politiques dans des zones frontalières devaient engendrer des flux de milliers de réfugiés et donner lieu au blocage, voire à la fermeture de certaines voies de transport. Les conséquences en furent désastreuses : l'effondrement de la production nationale, une inflation qui pouvait atteindre jusqu'à 70 % par mois, un chômage massif. Les pénuries de produits alimentaires et l'absence d'électricité faisaient partie du quotidien, les dépôts en banque des particuliers diminuaient drastiquement, l'effondrement des pyramides d'épargne qui avaient éveillé des espoirs démesurés fit le reste. Les empreintes laissées par cette période sont encore bien présentes en 2008. Usines désaffectées, y compris dans la capitale Tbilissi et ses environs proches, zones rurales sinistrées, infrastructures mal entretenues et préjudiciables à l'économie dans son ensemble, en sont les signes les plus manifestes. Sans compter



les milliers de sans-emploi qui n'ont pu retrouver un emploi décent et se sont tournés notamment vers le travail de la terre ou l'exercice d'une petite activité marchande.

### CRÉDO NÉO-LIBÉRAL ET RÉFORMES

A la veille du conflit d'août 2008, l'économie géorgienne, avec un taux de croissance de plus de 12 % en 2007, se portait relativement bien et semblait donner lieu à un certain optimisme au sein du milieu des affaires. Le président Mikheïl Saakachvili, réélu en janvier 2008<sup>4</sup>, avait veillé à doter le pays d'institutions supposées appropriées à l'économie de marché, institutions qui devaient aussi favoriser le rapprochement avec l'Union européenne. Les mesures prises en faveur du monde des affaires vont de la facilitation des exportations et de la création d'entreprise, à l'allègement de l'imposition des revenus – assujettis à un taux unique et non progressif –, en passant par le vote d'un nouveau Code du travail et la mise en place progressive de protections sociales (Baumann, 2007 et 2008). Sur un ensemble de 181 pays, la Banque mondiale classe la Géorgie quinzième pour les conditions faites aux entrepreneurs. Elle précède, à ce titre, l'Arabie saoudite et la Suisse, occupant, elles, les seizième et vingt-et-unième rangs.

Les répercussions des réformes, menées sous la houlette de Kakha Bendukidze, ancien PDG de United Heavy Machinery, importante société russe d'ingénierie, sont en partie probantes. Ainsi, seuls 160 types d'activités nécessitent une licence, contre plus de 900 auparavant. Entre 2004 et 2006, le nombre de permis de construire a été multiplié quasiment par cinq (World Bank, 2007, p. 21-28).

Ces avancées ne peuvent cependant occulter le fait que de nombreuses réformes sont largement formelles, que l'application des règles que se donne l'État n'est pas toujours garantie, que les droits de propriété sont souvent bafoués. Les populations manifestent leur impatience, comme ce fut le cas en automne 2007. La réponse des autorités est musclée. D'une manière générale, l'équation « économie de marché égale démocratisation » s'est avérée illusoire. Alors que la « Révolution des roses » fut tout d'abord une révolution néo-libérale, le combat pour la démocratie, lui, est

---

4. Une réélection non sans contestation. Voir Eveline Baumann, « Elections présidentielles en Géorgie. Allons voir si la rose... », *La Newsletter de la Fondation Jean-Jaurès*, n° 297, 6 février 2008 [<http://www.jean-jaures.org> et <http://www.tem.ird.fr/membres/baumann/publi.htm>]



loin d'être gagné<sup>5</sup>. Autant d'éléments susceptibles de porter atteinte à la confiance des opérateurs économiques envers les dirigeants du pays et les projets que ces derniers annoncent avec force couverture médiatique.

### UNE CROISSANCE SANS CRÉATION D'EMPLOIS

En dépit de sa croissance non négligeable, le PIB reste toujours de 40 % inférieur à celui enregistré en 1989. Parmi tous les pays anciennement dominés par Moscou, seuls la Moldavie et le Tadjikistan se porteraient moins bien à cet égard<sup>6</sup>. En termes de « développement humain » – qui reflète à la fois le niveau de vie matérielle, l'état de santé de la population et son niveau d'éducation – la Géorgie n'a pas non plus retrouvé le niveau du début des années quatre-vingt-dix, une situation qui est, entre autres, due aux mauvaises conditions sanitaires. L'écart est considérable par rapport à d'autres pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI) dont la Géorgie fut membre jusqu'au lendemain du conflit récent, et *a fortiori* en comparaison avec certains pays membres de l'Union européenne servant désormais de modèle<sup>7</sup>.

Si impressionnante qu'elle puisse paraître, la croissance enregistrée par la Géorgie jusqu'au conflit récent n'a pas eu les effets espérés par les populations. Il s'agit d'une croissance sans véritable création d'emploi, car elle est essentiellement liée aux privatisations et au dynamisme de secteurs peu demandeurs de main-d'œuvre comme le secteur bancaire, les télécommunications, l'hôtellerie. L'agriculture qui, elle, emploie la moitié de la main-d'œuvre du pays est restée à l'écart de ce bouillonnement.

Contrairement aux attentes des économistes néo-libéraux, la croissance macro-économique n'a pas produit d'effet sensible sur le salariat et encore moins sur la redistribution des richesses. Selon toute évidence, le Code du travail ultra-libéral ne

5. Voir Commission of the European Communities, 2008 ; International Crisis Group 2007, Serrano, 2008. De même, le secrétaire général de l'OTAN s'adresse aux décideurs géorgiens, à travers une interview donnée au *Financial Times* : « You are a democracy, act like a democracy, strengthen your democracy, strengthen the rule of law » (« Nato calls EU-Russia pact 'non acceptable' », *FT.com*, 15 septembre 2008, <http://www.fr.com/southossetia>).

6. Source : Banque européenne pour la reconstruction et le développement, <http://www.ebrd.com/pubs/econo/tr07.htm> (données pour 2007).

7. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'en 2005, la mortalité infantile était cinq fois supérieure en Géorgie qu'en Lettonie qui pourtant enregistrait le taux le plus élevé des pays baltes. Voir le site de l'OMS <http://www.who.int/whosis/database/>.



change rien à cette donne. C'est là, sans conteste, l'une des plus grandes faiblesses de l'économie géorgienne où prédominent l'auto-emploi et les petits métiers bien connus des pays pauvres « classiquement du Sud ». Deux Géorgiens sur trois se disent auto-employés, que ce soit dans l'agriculture, la petite production marchande, le commerce ou les services, un taux sans commune mesure avec l'Europe des Vingt-sept où il est de 16 % en moyenne. Ces petits opérateurs économiques échappent aux obligations fiscales, ce qui hypothèque à son tour la marge de manœuvre de la politique sociale. Selon les critères retenus, on peut estimer qu'au moins un Géorgien sur trois est pauvre. En même temps, les inégalités entre couches sociales, perceptibles *de visu*<sup>8</sup>, semblent s'accroître.

### UNE AGRICULTURE DOMINÉE PAR L'AUTOSUBSISTANCE

Le président Saakachvili et son équipe tenaient à tourner la page de l'époque soviétique avec beaucoup de panache et un grand souci de « modernisation », reléguant au second plan les zones rurales où vit pourtant la moitié de la population, s'occupant essentiellement d'agriculture.

L'agriculture actuelle s'oppose à plus d'un titre à celle du régime soviétique. A l'époque, le travail de la terre était non seulement fortement subventionné, mais il existait aussi une véritable articulation entre l'amont et l'aval de la production : recherche scientifique de pointe, artificialisation et irrigation, équipements lourds fournis par l'industrie de la République socialiste de Géorgie, débouchés garantis au sein de l'Union.

Le système actuel de production agricole est cohérent, comme le sont généralement les systèmes tournés vers la couverture des besoins de l'unité domestique (Cordonnier, 2005). C'est une agriculture basée sur des petites exploitations, résultat, d'une part, du démantèlement des kolkhozes soviétiques – même si l'on oublie souvent que du temps de l'Union soviétique déjà, le travail de la terre se faisait aussi dans des unités privées – et, d'autre part, de l'afflux de tous ceux qui, à la suite de la fermeture de leur entreprise, se sont repliés sur les zones rurales, avec l'aide de

---

8. Lors de l'inauguration d'un centre commercial venant remplacer le magasin Univermag, vestige de l'époque soviétique, tel homme politique s'est félicité que les habitants de la capitale puissent dorénavant acquérir des produits Gucci et Armani. Sur l'avenue Rustaveli, les « Champs Elysées » de Tbilissi, les salles de jeux se succèdent à une distance de deux à trois cents mètres. Voir aussi Meskhia (2008).



## L'économie géorgienne

l'État qui mettait à leur disposition un lopin de terre. Les exploitations sont petites et ne couvrent en général pas plus d'un hectare. Sur un ensemble de plus de près de 750 000 exploitations, la quasi-totalité sont gérées par l'unité domestique, seules huit cent vingt peuvent être qualifiées d'entreprises agricoles. Ajoutons que le niveau de vie des populations rurales est plus faible que celui des citadins. Les quatre dixièmes des dépenses correspondent à l'autoconsommation, un taux rappelant une fois de plus certains pays pauvres de l'hémisphère sud.

En même temps, l'agriculture actuelle souffre d'un certain nombre de blocages. La Géorgie indépendante n'est pas encore arrivée à rendre son agriculture compétitive et à l'adapter à un contexte hautement concurrentiel. Si la production agricole a baissé dans des proportions relativement faibles par rapport à l'époque précédant l'indépendance, c'est parce qu'il y a eu un important afflux de main-d'œuvre. Plus de la moitié des actifs du pays s'occupent de l'agriculture, alors qu'ils étaient seulement un quart auparavant (*ibid.*, p. 66). Cette intensification à base de main-d'œuvre est contraire à la modernisation qui, elle, demande des *inputs* autres que la force humaine, *inputs* qui nécessiteraient le recours à des prêts. Or, compte tenu de la structure même des exploitations, elles sont généralement exclues du système bancaire, et ceci d'autant plus que, pour les nombreuses institutions de la microfinance – actives aussi en Géorgie, comme dans d'autres pays « à développer » – les prêts accordés aux petits agriculteurs présenteraient trop de risques. Recourant peu à la fertilisation et sous-équipée, l'agriculture géorgienne est aussi particulièrement exposée aux fluctuations climatiques. A cette fragilisation vient s'en ajouter une autre, celle liée à la faible protection contre la concurrence étrangère, un fait imputable à l'appartenance du pays à l'OMC. Ainsi, les produits géorgiens peinent à affronter, sur le marché intérieur déjà, la concurrence de produits étrangers bénéficiant, eux, de subventions élevées. En ce qui concerne les débouchés à l'étranger, l'embargo décrété par Moscou en 2006 empêche certains produits géorgiens d'accéder au marché russe. L'on pense surtout aux eaux minérales et au vin, ce dernier ayant été écoulé, en 2005, à raison de 86 % en Russie (Vincentz, 2006, p. 52). Quant aux autres pays, ceux de l'UE notamment, les produits géorgiens ne correspondent pas nécessairement aux normes de qualité requises et ne disposent pas non plus de labels reconnus à l'étranger. Autant de handicaps pour les produits géorgiens du secteur primaire.

Souffrant d'un manque de compétitivité, l'agriculture est aussi insuffisamment articulée au secteur secondaire et ses entreprises manufacturières.



## UNE INDUSTRIE : LE LOURD HÉRITAGE DE L'ÉPOQUE SOVIÉTIQUE

L'industrie contribue seulement à raison d'environ 15 % à la production nationale et nettement moins que dans les autres républiques post-soviétiques<sup>9</sup>. Sa croissance impressionnante – 16 % en 2006, 13 % en 2007 – reflète les besoins de rattrapage. Elle est dominée par les entreprises manufacturières qui se situent essentiellement dans quatre sub-secteurs : l'agro-alimentaire, la production métallique, les minerais et la chimie. Des activités à haute intensité de main-d'œuvre tel que le textile restent marginales.

L'héritage de l'époque précédente pèse encore lourdement sur l'industrie géorgienne. Il s'exprime par l'implantation spatiale des usines et leur concentration dans trois villes, Tbilissi, Kutaisi et Rustavi, implantation qui leur interdit de tirer pleinement profit d'une main-d'œuvre meilleur marché dans d'autres zones et d'une voie de communication en construction comme la TRACECA<sup>10</sup>. Le passé soviétique explique aussi la forte présence d'entreprises d'État ainsi que l'intérêt limité que des investisseurs potentiels portent au secteur. Pendant longtemps, l'industrie géorgienne a pâti de ses directeurs « rouges », mis à la tête des usines au cours des premières années consécutives à l'indépendance, directeurs qui se sont montrés peu motivés pour les restructurations qui s'imposaient. Les investissements seraient d'autant plus nécessaires que l'industrie peine à passer à l'économie de marché, ce qui supposerait aussi davantage d'entreprises de taille moyenne, culturellement adaptées au pays. Mais il semblerait que les bons projets soient rares, et qu'il en soit de même des professionnels – du management moyen notamment – décidés à s'investir. Il s'ensuit que, au lieu de financer la production, les banques préfèrent diriger leurs ressources vers les crédits à la consommation ou au négoce.

Comme dans d'autres petits pays post-soviétiques – l'on pense à l'Estonie et la Lituanie –, l'économie est, en Géorgie, avant tout une économie des services où la valeur ajoutée est moins imputable à la manufacture qu'elle n'est engendrée par les transports et les communications, d'une part, les hôtels et restaurants, d'autre part.

9. Les remarques qui suivent s'appuient sur Cordonnier (2006, 2007, 2008) et Samson (2008).

10. *Transport Corridor Europe Caucasus Asia*. Elle englobe des voies routières, ferroviaires et maritimes reliant treize pays, de l'Asie centrale à l'Europe. Voir <http://www.traceca-org.org/>.





## UNE ÉCONOMIE DÉSARTICULÉE

S'il y a un secteur qui a connu une évolution spectaculaire depuis le début de la décennie, c'est bien celui du bâtiment et des travaux publics : sa croissance annuelle a même dépassé les 45 % en 2002 et 2003 – à une époque où le président s'appelait encore Edouard Chevardnadze –, pour se situer à plus de 14 % en 2007. Un boom qui s'explique par l'option touristique se traduisant par la construction de nombreux hôtels, par des besoins de rattrapage considérables dans le domaine des logements, ainsi que par l'ouverture croissante à l'extérieur et les importants travaux d'infrastructure qui vont avec. Ces travaux concernent les voies routières et ferroviaires, mais aussi et surtout l'oléoduc BTC qui relie, via Tbilissi, Baku (Azerbaïdjan) au port turc de Ceyhan, ainsi que le gazoduc Baku – Tbilissi – Erzurum. Il s'agira d'acheminer vers l'Europe occidentale les hydrocarbures du bassin caspien, deuxième source mondiale après le Moyen-Orient, et de désengorger par là le Bosphore. Élément central s'il en est du rapprochement entre la Géorgie et l'Europe de l'Ouest, ces ouvrages sont aussi censés donner lieu, dans la sous-région, à la redistribution des cartes géo-stratégiques et empêcher le monopole de la Russie en matière énergétique. Pour la Géorgie, il s'agit de garantir son propre approvisionnement en gaz notamment, de profiter pleinement de ses atouts de corridor reliant l'Asie centrale et l'Europe et de les monnayer en conséquence.

Mais pour l'économie du pays, l'évolution du BTP et l'arrivée massive d'investissements étrangers – en grande partie en provenance du Kazakhstan, de la Turquie et de la Russie – portent en elles un danger non négligeable, celui connu sous le terme de syndrome hollandais<sup>11</sup>. Ce phénomène, lié à la montée en puissance d'un secteur économique, risque de conduire à l'appréciation de la monnaie locale et à la perte de compétitivité des exportations « traditionnelles », une évolution qui handicape l'effort d'industrialisation et risque d'entraîner, plus généralement, le déclin des secteurs produisant des biens échangeables. Ainsi, dans le cas de la Géorgie, le risque du syndrome hollandais serait dû au boom du bâtiment et à une hausse des investissements étrangers – on note leur doublement entre 2005 et 2006 –, mais pas seulement (Aslamazishvili, 2006 ; Papava, 2005 ; Samson, 2008). Les ressources de l'État ont connu une importante augmentation, elles aussi, entre autres à cause

---

11. Généralement imputé à un afflux de capitaux liés aux ressources naturelles, par extension, le syndrome hollandais peut aussi être déclenché par d'autres facteurs. Il désigne tout déséquilibre entre les secteurs des produits échangeables (industrie, agriculture) et non échangeables (restauration, hôtellerie, construction) et une gestion imprudente de richesses créées.



des nombreuses privatisations, d'où une accélération de la demande de biens et services. Les transferts des émigrés ont, à leur tour, contribué à cet emballement. Ces différents éléments allaient engendrer un taux d'inflation élevé, proche des 12 % en 2007.

Dans ce contexte de désarticulation, une coordination étroite des mesures relevant des domaines aussi divers que la monnaie, la fiscalité, la promotion des investissements, le commerce et les politiques sociales, etc., s'avère indispensable. Ceci suppose aussi des institutions opérationnelles et surtout une vision claire des politiques publiques, des conditions qui ne sont pas nécessairement réunies dans la Géorgie actuelle, *a fortiori* lorsqu'elle est confrontée aux urgences que l'on connaît.

### ET MAINTENANT ?

Il serait trop tôt pour faire des pronostics par rapport aux répercussions des événements récents sur l'économie géorgienne. En 2008, la croissance annuelle subira de plein fouet le contre-coup du conflit armé, c'est certain. La confiance des investisseurs, étrangers et nationaux, est incontestablement ébranlée. Beaucoup d'incertitudes pèsent sur les grands projets en cours à la veille du conflit : la zone franche autour de Poti que veulent développer des investisseurs d'Arabie saoudite, les projets touristiques chers aux Kazakhs dans les zones de Borjomi, le tracé non encore définitivement établi de certaines voies de communication, pour ne prendre que ces exemples.

Pour amortir le choc, les bailleurs de fonds ont très rapidement répondu présents et l'aide afflue. Indépendamment du financement des mesures d'urgence, le Fonds monétaire international propose un arrangement de *stand-by* de 750 millions de dollars sur 18 mois<sup>12</sup>, destiné à compenser le déclin des réserves internationales et de l'épargne nationale et à stabiliser le lari, la monnaie nationale. Le président Bush, lui, promet un milliard de dollars, ce qui correspondrait à plus de 200 dollars par Géorgien...<sup>13</sup> Une grande partie des sommes annoncées par le président américain sera accordée au titre d'une aide budgétaire. Or, ceci inquiète certains observateurs.

12. « IMF Executive Board Approves US\$750 Million Stand-By Arrangement for Georgia », Press Release n° 08/208, 15 septembre 2008 [<http://www.imf.org/external/np/sec/pr/2008/pr08208.htm>].

13. Voir « Creation a Paper Trail : One Billion USD to Georgia », *Georgia Today*, n° 425, 12 au 18 septembre 2008 [<http://www.georgiatoday.ge/>]. Cependant, seul 370 millions de dollars seraient garantis, 200 millions de dollars devront être approuvés par le Congrès, le reste sera à déboursier par l'équipe du successeur de G.W. Bush.



L'aide budgétaire est *a priori* fongible et pourra être affectée aux dépenses jugées opportunes par l'équipe au pouvoir. Il serait donc difficile d'en contrôler la destination. Une préoccupation qui renvoie à la transparence de l'utilisation des fonds publics, alors que l'opposition, non représentée au Parlement, n'est pas associée à la gestion des affaires du pays...

#### RÉFÉRENCES CITÉES

- ASLAMAZISHVILI Nana [2006], « 'Dutch Disease' in Georgian Economy : Current Reality and Potential Threats », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, October, pp. 75-62 [<http://www.geplac.org/eng/>].
- BAUMANN Eveline, 2007, *Nouveaux défis pour les pays postsoviétiques. La protection sociale en Géorgie*. Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès, n° 10, Paris, 27 p. [<http://www.jean-jaures.org>]<sup>14</sup>.
- BAUMANN Eveline, VOLPE Evelyne [2007], « Se rapprocher de l'Ouest pour se démarquer du Sud sans perdre le nord ? » Questions à l'adresse de la Géorgie (Sud-Caucase), *Revue Autrepart*, « On dirait le Sud... », n° 41, pp. 195-210.
- BAUMANN Eveline, 2008 (sous presse), « Un défi aux facettes multiples : la mise en place d'un système de protection sociale en Géorgie (Sud Caucase) », in Ratsimbazafy Claudine et al. (dir.), *Les mutations entrepreneuriales*. Paris / Antananarivo, Tsipika / L'Harmattan.
- COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES [2008], *Implementation of the European Neighbourhood Policy in 2007. Progress Report Georgia*, Bruxelles, 3 avril, 19 p.
- CORDONNIER Christophe [2005], « Prospects for the Development of Georgian Agriculture and Rural Society. Proposals for Action Plan », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, December, pp. 65-75 [<http://www.geplac.org/eng/>].
- CORDONNIER Christophe [2006], « Georgia's Economic Growth : How to Avert Possible Risks in Future », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, March, pp. 48-56.
- CORDONNIER Christophe [2007], « Georgian Industry ; Situation and Prospects for Development », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, January, pp. 47-55.
- CORDONNIER Christophe [2008], « Financing Georgian Industry », in GEPLAC, pp. 69-76.
- GEPLAC (GÉORGIAN-EUROPEAN POLICY AND LEGAL ADVICE CENTRE) [2008], *Georgian Economic Trends*, May, 76 p. [<http://www.geplac.org/eng/>].
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP [2007], *Georgia : Sliding towards Authoritarianisme ?*, Europe Report n° 189, December, 27 p. [<http://crisisgroup.org>].
- ISMAILOV Eldar, PAPAVALADIMIR [2006], *The Central Caucasus. Essays on Geopolitical Economy*. Lulea (Sweden), CAICC Press, 169 p.

---

14. Tous les sites internet ont été consultés le 20 septembre 2008



# L'économie géorgienne

- KAKULIA Merab [2007], « Labour Migrants' Remittances to Georgia : Volume, Structure and Socio-economic Effect », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, October, pp. 49-57.
- MESKHIA Iakob [2008], « Living Standards and Poverty in Georgia », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends, Quaterly Review*, May, pp. 53-60 [<http://www.geplac.org/eng/>].
- OSCE, OFFICE FOR DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND HUMAN RIGHTS [2008], *Georgia. Parliamentary Elections 21 May 29008. Final Report*, Warsaw, 9 September, 35 p.
- PAPAVA Vladimer [2005], « The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline : Implications for Georgia », in Starr (S.F.), Cornell (S.E.) (eds), *The Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline : Oil Window to the West*, Washington D.C. / Uppsala, John Hopkins University / Uppsala University, pp. 85-102 [Central Asia Caucasus Institute & Silk Road Studies Program, [<http://www.silkroadstudies.org/BTC.htm>].
- SAMSON Ivan [2008], *Medium Terms Prospects for the Georgian Economy*, Grenoble, Université Pierre Mendès France, Espace Europe Institut de Recherche, 31 p. [<http://upmf-grenoble.fr/espace-europe/>].
- SERRANO Silvia [2007], *Géorgie. Sortie d'empire*. Paris, CNRS Éditions, 342 p.
- TOKMAZISHVILI Mikheil, ARCHVADZE Ioseb [2007], « Socio-economic and Institutional Aspects of Labour Market Development in Georgia », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, July, pp. 49-57.
- VINCENTZ Volkhart [2006], « Diversifying and Promoting Exports in Georgia », in GEPLAC, *Georgian Economic Trends*, October, pp. 46-56.
- WORLD BANK [2007], *Celebrating Reform 2007. Doing Business Case Studies*, Washington D.C., World Bank, 185 p.